

Les sans-papiers toujours en action

Mohamed Chouitari,

administrateur du Collectif, mchouita@hotmail.com

Nous consacrons un dossier aux sans-papiers dans notre n° 52. Le moins que l'on puisse écrire, c'est que, depuis, le sujet n'a pas quitté l'actualité. Le mouvement des sans-papiers a pris une ampleur sans précédent, les discussions sur le projet de loi du ministre de l'intérieur ont débuté au Parlement et nombre de débats ont eu lieu, dont celui que le Collectif a organisé le 31 mai. Bref, une actualité chargée et urgente sur laquelle nous nous devons de revenir.



Actions !

Après plus de cinq mois, l'occupation de l'église Saint-Boniface a pris fin le 31 mars. Par une victoire, une régularisation pour 130 d'entre eux. Depuis, les occupations se sont multipliées à un rythme effréné, une véritable éclosion de printemps. On compte actuellement une quarantaine de lieux sur tout le territoire belge (églises, mosquées, universités, centres laïques, locaux d'ASBL,...) et ce n'est pas fini. En parallèle, les actions ne cessent pas. Partout, les sans-papiers et leurs contacts dans le quartier créent des comités de voisins. A Bruxelles, les occupants d'Anderlecht, de Forest et de Schaerbeek se rassemblent chaque lundi à 11h en face de l'Office des étrangers. Le 24 avril, environ 80 sans-papiers ont entamé une grève de la faim au Petit Château, centre d'accueil pour demandeurs d'asile à Bruxelles. 5000 manifestants, des sans-

papiers venus de toutes les villes, ont marché, le 20 mai, dans les rues de Gand sous le mot d'ordre de l'UDEP, pour une régularisation avec des critères clairs et permanents. Une manifestation des femmes a eu lieu à Schaerbeek le 10 juin. Et une grande manifestation, coordonnée au niveau européen, est prévue le 17 juin à Bruxelles. Une pétition vise aussi à montrer le soutien massif des Belges à cette cause (pour ces 2 points, cf. tract ci-joint).

Réaction de l'Office des Etrangers (OE)

La veille de la manifestation de Gand, comme à Saint-Boniface, le directeur de l'OE est allé à la rencontre des grévistes de la faim à Liège, demandant leur liste pour l'examiner. Les occupants ont déposé une liste de +/-1500 inscrits. L'UDEP n'a pas l'intention de déposer les listes auprès de l'administration et se limite à un

recensement pour avoir un chiffre concernant le nombre de sans-papiers sur le territoire. 45.000 personnes se sont déjà inscrites sur les lieux occupés. L'UDEP ne risque-t-il pas de se mettre en difficulté en confrontant les sans-papiers occupants qui auraient tendance à demander qu'on dépose les listes à l'instar de ce qui s'est fait à Liège? Les occupants ne vont-ils pas se lancer dans des grèves de la faim pour recevoir une visite du chef de l'Office des Etrangers? En tout cas, le dépôt de la liste à Liège à l'encontre du mot d'ordre de l'UDEP prouve que le mouvement n'est pas aussi coordonné qu'il en a l'air. La capacité d'adaptation de l'UDEP est interpellée.

L'émergence de la parole des illégaux

La multiplication des occupations et le fonctionnement par l'inscription dans des listes, attire beaucoup d'illégaux qui, en s'informant auprès des membres de l'UDEP et en suivant le débat politique, se rendent compte qu'ils n'ont toujours pas de visibilité médiatique, ils sont presque absents du terrain d'action et surtout ils ne font pas partie du débat parlementaire. Une nouvelle génération de porte-parole émergera-t-elle dans ce mouvement?

A la chambre le débat est ouvert

Depuis le 24 mai, deux projets et trois propositions de lois concer-

nant les demandeurs d'asile sont discutés à la Chambre. Les sans-papiers occupants ont promis d'empêcher les parlementaires de partir en vacances après le 19 juillet si rien de pratique ne se décide et l'UDEP qui campe dans la Maison de la Laïcité en face du parlement fédéral près de la zone neutre, compte intensifier ses actions.

Dans la société civile aussi !

Les débats foisonnent aussi dans l'associatif. Notre Collectif n'a pas voulu demeurer en reste. Dans les pages qui suivent, plutôt qu'un compte rendu traditionnel, nous vous proposons des « textos », des extraits de ce qu'ont dit les divers intervenants. Nous avons invité Zoé Genot (Ecolo, cf. p. 9), Axel Bernard (Commission juridi-

que sans-papiers, cf. articles pp. 10, 13 et 16), Frédérique Mawet (CIRE, cf. p. 11), Ali Guissé (UDEP, cf. p. 12), Clotilde Nyssens (cdH, cf. p. 14) et Jean Cornil (PS, cf. interview p. 18).

Notre débat a réuni plus de 200 personnes, dont 2/3 de sans-papiers. Une salle pleine à craquer ! Les échanges furent riches, animés et empreints d'émotion. Les témoignages de la salle ont montré la diversité des situations, des vécus, des origines. Points communs : l'envie de se battre, la recherche de solidarités et les remerciements envers les Belges qui les soutiennent.

Seul bémol, révélateur : la chaise du ministre de l'intérieur est restée désespérément vide...

Bref, les sans-papiers sont toujours bien présents dans l'actualité !

Texto

Extraits de l'intervention de Zoé Genot, députée Ecolo, lors du débat organisé par le Collectif le 31 mai.



Dès la création du gouvernement socialiste-libéral en 2003, on a tout de suite vu qu'il n'y avait rien de prévu pour la régularisation des sans-papiers, rien pour les étrangers qui n'ont pas la nationalité et rien pour le droit de vote qui, même s'il a été obtenu par la suite, n'était pas dans l'accord. Il faut savoir qu'en 1999, vu le boulot que les associations avaient mené, vu la mort de Sémira Adamu et les églises occupées, les partis écologistes et socialiste s'étaient battus pour qu'il y ait des mesures favorables aux étrangers dans l'accord de gouvernement. Dans cet accord, il y avait la régularisation qui a permis à 50.000 personnes de sortir de l'ombre. En 2003 il n'y avait plus tellement de gens pour interpellier les politiques et pousser ces revendications et on l'a très vite vu dans tout ce qui se passait. Par exemple les budgets pour le rapatriement par avion, pour la police, ont augmenté. En 2003 il y avait 5 millions d'euros prévus pour ça, 10 millions en 2004 et en 2006 on est à 13 millions d'euros. On voit donc très bien où était la priorité du gouvernement : f... les gens

dehors, même si ça coûte très cher et si on sait qu'ils reviennent très vite. C'est de l'argent pour faire du chiffre et dire à l'opinion publique : « on n'aime pas les étrangers et on les vire, même s'ils reviennent on s'en fout, l'important est de vous dire qu'on ne veut pas des étrangers ». Le climat est assez dur dans le gouvernement mais pour l'instant vous (NDLR : les sans-papiers) avez créé l'ouverture, il n'y avait pas de débat sur ça. Pour la régularisation, on n'a pas voulu faire notre texte de loi puisqu'il y en avait déjà un excellent qui existait. Ecolo a donc déposé et soutient la proposition de loi de régularisation de l'UDEP (cf. p.15). (...) Pendant les vacances parlementaires, vous ne devez pas vous arrêter. On va voter en octobre et plein de politiciens, de tous niveaux, vont se promener partout. C'est le moment d'aller les voir, encouragez toutes vos connaissances qui vont voter, Belges ou non-Belges, à aller discuter avec tous ces politiciens et politiciennes qui seront partout en leur demandant ce qu'ils vont faire pour la régularisation ».